

LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 18 octobre 2013

## Pour une relecture complète des événements en Égypte

Points de vue alternatifs

**Dans un contexte où les dernières tensions en Égypte (combinée avec les soucis budgétaires aux USA) ont conduit les États-Unis à stopper temporairement l'aide militaire allouée à l'Égypte (ce qui posera à court et moyen-terme certains problèmes diplomatiques) et que les Frères Musulmans et les organismes liés ont tous été interdits, des journalistes de Reuters ont mené une longue enquête pour déterminer les ressorts de la destitution de Mohamed Morsi.**

Source : [article de Reuters](#)

### Informations contenues dans l'article

- Tandis que les médias avaient l'attention fixée sur les événements du Caire fin janvier 2011, des événements d'importance se jouaient dans la prison de Wadi-el-Natrun où 34 membres des Frères Musulmans, arrêtés récemment, y ont été libérés (dans des conditions troubles qui vont bientôt être examinées et que certains mails de Wikileaks permettent de mieux cerner) conduisant à une série de nombreuses évasions en série dans d'autres prisons qui ont totalement débordé la police égyptienne, lui ont fait perdre sa maîtrise des événements et ont laissé un profond traumatisme chez les officiers et la base (des centaines de policiers et agents de sécurité ont été tués dans ce jour appelé "Vendredi de la Rage"). Ce profond traumatisme dans le ministère de l'Intérieur appelait une vengeance chez de nombreux officiers selon les sources officielles de Reuters.

- *"Quand le chef des armées Abdel Fattah al-Sisi est apparu à la télévision en juillet 2013 pour annoncer la fin de la présidence de Morsi et des plans pour les élections, il était largement admis que les dirigeants militaires égyptiens avaient été les chevilles ouvrières derrière la contre-révolution dans le pays. Mais des dizaines d'entretiens avec des responsables de l'armée, de la sûreté d'État et de la police, ainsi que des diplomates et des politiciens, montrent que c'est le ministère de l'Intérieur qui a été la principale force derrière la destitution du premier président démocratiquement élu de l'Égypte."*

- L'article identifie alors les **méthodes des agents du renseignement du ministère de l'Intérieur**. Ils identifiaient des militants qu'ils rencontraient et quand les militants leur soumettaient leurs craintes que l'armée et le ministère de l'Intérieur allaient donner le pays aux Frères Musulmans, ils leurs conseillaient (et leur donnaient un soutien logistique pour) de descendre dans les rues pour manifester contre Morsi (qui faisait face à ce moment aux soucis inhérents à une transition délicate du pouvoir). Bien que les militants "conseillés" par les renseignements ne fassent pas partie de ceux qui ont lancé les premiers grands mouvements et notamment le mouvement Tamarrod, les sources du ministère de l'Intérieur affirment qu'ils ont largement bénéficié du soutien du ministère de l'Intérieur (tandis que les médias se contentaient de parler "d'apprentis sorciers" qui voulaient changer le monde). Ce soutien mobilisait de très nombreux fonctionnaires du ministère qui lançaient, faisaient circuler et signaient eux-même les pétitions avant de rejoindre les manifestants dans les rues.

- L'article souligne ensuite que cette opération a été rondement menée, deux ans après avoir perdu son pouvoir suite à la "révolte contre Moubarak" (facilitée par les éléments rappelés ci-dessus), le ministère de l'Intérieur le récupère en mettant en scène une répression sanglante des Frères Musulmans. **Les membres du ministère sont désormais dépeints comme les héros et les sauveurs du pays. Cela alors que deux ans auparavant c'est leur soi-disant brutalité qui aurait conduit à la révolution contre Moubarak.** La confiance étant revenue dans les rangs du ministère de l'Intérieur celui-ci parle ouvertement de rétablir le type de sécurité (telle que pratiquée sous Moubarak) notamment via l'Unité de Sécurité Politique (qui était redoutée à l'époque) tout en promettant de ne pas reproduire les "violations passées".

- L'article souligne que la clé de cette reprise en main a été " **la capacité du ministère de l'Intérieur à tisser des liens beaucoup plus étroits avec l'armée, l'institution la plus**

*puissante et respectée en Égypte. C'était une tactique qui a commencé presque aussitôt que Moubarak a démissionné."*

- Dès les semaines suivants la chute de Moubarak des réunions furent organisés dans les académies de police abordant la question de comment "faire face" (ou gérer - to handle) aux Frères Musulmans (selon des policiers ayant assistés aux réunions). Les officiers de rang intermédiaires et inférieurs refusaient la possibilité de transiger avec une force politique influencée par les Frères Musulmans. Les officiers supérieurs ont tenté de les rassurer en leur disant d'attendre le bon moment pour agir contre eux, mais cela n'a pas réellement calmé les ardeurs. Un officier supérieur de la Sureté d'État affirme qu'ils n'y avaient pas d'ordres officiels pour désobéir à Morsi mais que les agents à la base refusaient d'être des "outils de la Fraternité" (en raison du ressentiment des événements de 2011 mais également des années 90). Les tensions sont allées croissantes quand Morsi a amnistié 17 militants islamistes condamnés pour des assassinats de policiers dans les années 90.

- Quand Morsi a décidé de s'octroyer plus de pouvoir fin 2012 (sans doute pour remédier justement à cette absence d'autorité sur les forces de sécurité) et que les premières manifestations se sont déclenchées [sans doute avec les méthodes de juillet 2013], la police a refusé d'intervenir, et même de prendre en charge les militants et manifestants qui lui étaient livrés par les forces Pro-Morsi. Alors que des militants favorables à Morsi étaient tués dans des heurts consécutifs à ces événements, les informations relayées étaient celles des militants anti-Morsi battu par certains partisans de celui-ci. Morsi a alors fait une erreur en annulant une réunion demandée par l'armée pour réfléchir sur la manière de "calmer l'orage". ***Le message implicite adressé à l'armée et qui était de rester en dehors de la politique est très mal passé dans les rangs des militaires .***

- En janvier 2013, Morsi a changé le ministre de l'Intérieur pour un homme jugé moins proche des anti-Morsi, Mohamed Ibrahim. Néanmoins celui-ci, ancien assistant du ministre de l'Intérieur pour les affaires pénitentiaires a entrepris de se rapprocher des éléments de l'armée et notamment du général Sisi avec qui il établissait des contacts directs et qu'il complimentait régulièrement pour sa gestion des diverses crises. Le général Sisi (ou Sissi selon...) avait, selon l'article, le charisme pour inspirer les jeunes officiers dans lesquels Morsi ne voyait pas le danger (il avait déjà renvoyé les vieux officiers de l'époque Moubarak).

- ***Les chefs de la police du pays ont commencé à faire passer le message selon lequel, les Frères Musulmans étaient indésirables***. Des combats avaient lieu régulièrement dans les rues "rendant les policiers aussi durs et impitoyables que l'armée" et alimentant leur détermination.

- Dès le début 2013, des officiers du ministère de l'Intérieur et des officiers de l'armée ont commencé à se rencontrer pour évoquer l'avenir du pays et des Frères Musulmans selon des officiers ayant participé aux réunions. Le ministère de l'Intérieur soutenait que les Frères étaient une "menace pour la sécurité nationale" et qu'ils devaient quitter le pouvoir. Usant des méthodes rhétoriques utilisées dans les années 90, les officiers du ministère de l'intérieur a suggéré aux officiers de l'armée d'assimiler tous les islamistes à des terroristes. C'était une perte de temps de croire qu'ils pouvaient offrir quelque chose à l'Égypte selon des membres du ministère (influencé par les conflits de 90 et les évactions de 2011). "Les Frères ont un problème avec l'Etat égyptien", a déclaré le responsable de la Sécurité d'Etat. "Je suis certain que Morsi est venu de mettre en œuvre le plan de la Confrérie ... Ils ne croient pas en la nation d'Égypte pour commencer."

- Le message commençant à se diffuser au sein de la police et de l'armée à un rang de plus en plus élevé, Sisi a averti Morsi que son gouvernement n'allait pas pouvoir durer. Morsi aurait alors envisager de profondes restructurations de la police et de l'armée qui ont soudé encore un peu plus les officiers contre lui (la version inverse est soutenue par les Frères Musulmans).

- Les pressions se sont intensifiées sur l'armée lorsque le Tamarrod a débuté (qui n'a fait qu'avaliser ce qui était perçu, souhaité et projeté dès le départ par des éléments puissants du ministère de l'Intérieur). Néanmoins le mouvement Tamarrod n'a fait que poursuivre le mouvement de fond qu'illustre une réunion de 3 000 officiers de police mi-juin et qui a débouché sur l'expression d'une volonté de destituer Morsi. Les mouvements de colère de la population débouchant sur la destitution de Morsi étaient appelés par les officiers du renseignement : "La révolution de l'état".

- Malgré la violente répression qui a suivi sur le terrain (allant parfois à l'encontre des instructions des officiers qui voulaient que des dispersions aux canons à eau soient préférées aux "gaz lacrymogènes, balles et bulldozers"), le ressentiment et la rhétorique employée pour justifier le renversement de Morsi ont permis également de justifier une très forte brutalité et de nombreux morts. Ainsi les propos des responsables de l'armée : "*Nous avons aussi des troupes sur le terrain qui savent que cette décision (de recourir à des moyens plus modérés) ne peut jamais être mise en œuvre lorsqu'il s'agit de tout ce qui touche à cette organisation terroriste. La force doit être utilisée et elle ne peut jamais être évitée avec ces gens.*" répondent étrangement aux propos tenus par le "co-fondateur" du Tamarrod dans une [interview à](#)

**l'Humanité** interrogé sur la dispersion par la force des sit-in : "C'était une mesure nécessaire parce que nous n'avions pas affaire à des sit-in pacifiques mais à des foyers du terrorisme. Il fallait évacuer ces sit-in." La confiance en la police et l'armée est également affirmée : "Nous faisons confiance aux forces de l'ordre et à l'armée pour éviter à l'Égypte un scénario à la syrienne ou l'installation d'al-Qaida." qu'on peut mieux comprendre désormais.

- "Deux ans après l'évasion de la prison de Wadi el-Natrun, le ministère de l'Intérieur détient à nouveau le pouvoir. Il a annoncé qu'il allait utiliser des balles réelles lorsqu'il ferait face à des manifestants qu'il accuse d'effrayer les citoyens." Les camions utilisés par les forces de sécurité anti-émeute autrefois redoutés sont maintenant recouverts d'inscriptions : "La Police du Peuple". Le gouvernement a emprisonné les principaux dirigeants de la Fraternité dans le but d'écraser le plus ancien mouvement islamiste en Égypte. Fonctionnaires Frères musulmans sont maintenant confrontés à des procès dans le cadre des manifestations d'Ittihadiya". [Il est même allé jusqu'à dissoudre le mouvement, sur la base de documents soi-disant retrouvés dans les sièges des Frères Musulmans].

- Tout le monde n'adhère pas à cette ligne répressive, et les conditions de détention des membres des Frères semblent être pires que celles des pires heures du régime de Moubarak. Les avocats qui défendent ceux-ci confient ne pas dormir longtemps au même endroit...

### Conclusion et discussion :

**Alors que des mouvements dit "tamarrod" essaye de se structurer en Tunisie ou en Libye, il apparaît que, loin de la vision médiatiquement véhiculée d'une révolte populaire spontanée contre un régime illégitime, les racines de la révolution "de l'état" soient paradoxalement à rechercher dans les racines de la chute de Moubarak**. Dès la chute de celui-ci, de vieux ressentiments et de récentes blessures se sont combinées au sein d'un appareil d'État qui perdait de son pouvoir... L'hostilité de la base des forces de sécurité aux Frères Musulmans et un habile rapprochement avec l'armée ont fourni le terreau (situation économique difficile, absence de sécurité, tensions...) sur lequel une révolte populaire a pu naître soutenue par la base des forces de sécurité. Morsi était alors condamné à l'échec. De retour au premier plan, la nouvelle alliance entre le ministère de l'Intérieur et l'Armée tente de purger le pays de la présence des Frères alimentant de nombreuses craintes (droits de l'homme, violences, extension aux opposants politiques etc...).

Le quotidien Al-Ahram titrait hier : "**Tamarrod : marche arrière toute**" *En soutenant la comparution des civils devant les tribunaux militaires, Tamarrod semble avoir renié ses positions. Beaucoup accusent désormais ce mouvement, à l'origine de la destitution de Morsi, de soutenir aveuglément les méthodes de l'armée.*

"La colère et la frustration des partisans du président islamiste Mohamed Morsi, destitué début juillet, ont provoqué depuis lors des violences meurtrières. Celles-ci ont engendré une répression féroce de la part des forces de l'ordre à l'encontre des Frères musulmans, ce qui a renforcé l'animosité à leur égard ainsi que la polarisation du peuple égyptien." ([Lalibre.be](http://Lalibre.be)). Le cercle vicieux est démontré, même si la volonté de l'appareil d'État de purger la société égyptienne des Frères Musulmans (tous assimilés comme terroristes) joue aussi beaucoup et n'est que superficiellement traitée. // "L'interdiction d'activité dont la justice a frappé les Frères musulmans il y a 15 jours va sans doute encore renforcer cette marginalisation. "Les Frères ne vont plus pouvoir être actifs sur le terrain, ou financer leurs activités sociales. S'ils auront peut-être encore la capacité de collecter de l'argent, ils auront plus de mal à le distribuer sous forme d'aides sociales", souligne M. Moniquet. "Il est probable que certains se tournent vers d'autres types d'actions et repassent à la violence".

L'Égypte est partie pour connaître de longs mois, voire années de violence et de tensions qui déboucheront sur quelque chose de totalement inconnu à l'heure actuelle.

<http://points-de-vue-alternatifs.over-blog.fr/2013/10/reportage-sp%C3%...>

<http://points-de-vue-alternatifs.over-blog.fr/2013/10/reportage-sp%C3%A9cial-de-reuters-relecture-compl%C3%A8te-des-%C3%A9v%C3%A8nements-en-%C3%89gypte.html>

<http://www.legrandsoir.info/pour-une-relecture-compl%C3%A8te-des-%C3%A9v%C3%A8nements-en-%C3%89gypte.html>